



Conseil économique et social

Distr. limitée
4 avril 2012
Français
Original : espagnol

Pour suite à donner

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2012

5-8 juin 2012

Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire*

Projet de descriptif de programme de pays**

Costa Rica

Résumé

Le projet de descriptif du programme relatif à la République du Costa Rica est présenté au Conseil d'administration pour examen et commentaires. Le Conseil est invité à approuver le budget indicatif global pour la période 2013-2017, qui prévoit des dépenses de 3 750 000 dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et de 6 millions de dollars à imputer sur les autres ressources, sous réserve du versement de contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2012/9.

** Conformément à la décision 2006/19 du Conseil d'administration, le présent document sera révisé et affiché sur le site Internet de l'UNICEF, avec la matrice des résultats, au plus tard six semaines après son examen à la session annuelle du Conseil de 2012. Il sera ensuite approuvé par le Conseil d'administration à sa deuxième session ordinaire de 2012.



Données de base[†]

(2010, sauf indication contraire)

Nombre d'enfants de moins de 18 ans (millions)	1,4
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000 naissances vivantes)	10
Insuffisance pondérale (% de cas modérés et graves, 2008-2009).	1 ^a
%, population urbaine/rurale, plus pauvres/plus riches
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes, corrigé, 2008)	44 ^b
Taux de scolarisation dans le primaire (% net de garçons/filles, 2005)	87/89 ^c
Élèves terminant le primaire (% de garçons/filles, 2008).	94
Accès à de l'eau plus salubre (%)	97
Utilisation d'installations améliorées d'assainissement (%)	95
Taux de prévalence du VIH chez les adultes (% , 15 à 49 ans, h/f, 2009)	0,3
Enfants qui travaillent (% de garçons/filles de 5 à 14 ans, 2002)	5
Taux d'enregistrement des naissances (% , moins de 5 ans)
%, garçons/filles, population urbaine/rurale/plus pauvres/plus riches
Produit national brut par habitant (dollars des États-Unis)	6 580
Enfants de 1 an vaccinés contre la diphtérie, la coqueluche et le tétanos (%)	88
Enfants de 1 an vaccinés contre la rougeole (%)	83

[†] Pour des données plus complètes sur la situation des enfants et des femmes dans le pays, voir le site www.childinfo.org.

^a Les estimations concernant le groupe des enfants présentant une insuffisance pondérale sont fondées sur les normes de croissance de l'enfant adoptées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en 2006.

^b Le taux de mortalité maternelle notifié est de 21 décès pour 100 000 naissances vivantes, selon le Bulletin annuel des indicateurs démographiques 2010 de l'Institut national des statistiques et recensements. Le taux de mortalité maternelle de 44 est établi par le Groupe interinstitutions pour les estimations en matière de mortalité maternelle (OMS, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et Banque mondiale en collaboration avec des experts techniques indépendants), corrigé pour tenir compte des sous-déclarations et de la classification erronée dans la mortalité maternelle. www.childinfo.org-maternal_mortality.html.

^c Selon les données d'enquêtes.

La situation des enfants et des femmes

1. Le Costa Rica est un pays à revenu intermédiaire supérieur, avec un régime démocratique bien établi et un indice de développement humain élevé, qui le situe au douzième rang des pays d'Amérique latine et des Caraïbes et au 69^e rang sur 187 pays pour 2011.

2. La population totale du Costa Rica était de 4,3 millions en 2011, dont 29 % de jeunes de moins de 18 ans¹. Le recensement de 2000 fait apparaître le

¹ Projections démographiques en 2012 de l'Institut national des statistiques et recensements [Instituto Nacional de Estadística y Censos (INEC)], sur la base des données du recensement de 2000.

multiculturalisme du pays, qui compte 1,7 % d'autochtones (64 000), 1,9 % de descendants d'Africains (73 000) et 7,8 % d'immigrants (296 500).

3. Le Costa Rica a enregistré des avancées importantes, dont témoignent les indicateurs sociaux et les progrès vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier en matière d'alphabétisation et de couverture de l'enseignement primaire, de mortalité infantile, de VIH/sida et de préservation de l'environnement. Toutefois, ces dernières années, le pays a rencontré des difficultés pour maintenir le rythme du progrès social.

4. L'inégalité de la distribution des revenus s'accroît progressivement : mesurée par le coefficient de Gini², elle a atteint 0,542 en 2011. La part du revenu des ménages reçue par le quintile le plus pauvre était de 5 % en 2009, tandis que celle du quintile le plus riche était de 50,4 %.

5. La réduction des disparités sociales et régionales reste un défi majeur, comme indiqué dans le rapport sur la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement (2010); les populations autochtones, les Afro-Costariciens et les immigrants se concentrent dans les zones où les indices de développement humain sont les plus faibles.

6. En 2010, 21,3 % des ménages se trouvaient dans un état de pauvreté monétaire et 6 % d'entre eux dans un état d'extrême pauvreté (indigence) et cette situation a perduré en 2011³. En outre, 13,4 % des ménages non compris parmi les pauvres sont dans une situation à risque à cet égard, ce qui signifie qu'environ 35 % des ménages ont du mal à couvrir leurs besoins de base⁴.

7. La pauvreté monétaire touchait un mineur sur trois en 2010 (34 % se trouvant dans un état de pauvreté, dont 10,6 % dans un état de pauvreté extrême). Cet indicateur n'a cessé de s'aggraver; en 2009, il s'est situé à son plus haut depuis 10 ans et s'est maintenu à ce niveau en 2010 et 2011⁵.

8. L'aggravation de la pauvreté monétaire a été contenue par certains programmes sociaux qui ont eu un effet positif, comme le programme de transferts « Avancemos », les aides sociales et l'amélioration des pensions.

9. Malgré les efforts consentis ces dernières années en matière de prise en charge et de développement des enfants, les solutions offertes par le secteur public ne permettent pas de couvrir les besoins de la totalité des enfants de 0 à 6 ans, qui étaient au nombre de 500 000 environ en 2010. Parmi ceux-ci, 4,2 % (soit 20 860 filles et garçons) ont bénéficié de services de prise en charge intégrée dans des centres publics ou subventionnés par l'État⁶.

10. Le taux de mortalité infantile était toujours de 9,6 pour mille naissances vivantes en 2011. Le taux le plus haut (11,7) est relevé dans la province de Limón,

² INEC.

³ INEC, Données de l'Enquête nationale auprès des ménages (*Encuesta Nacional de Hogares ou ENHAO*) 2011.

⁴ Dix-septième rapport sur l'État de la nation et le développement humain durable (Projet sur l'état de la nation), 2010. Calculs réalisés sur la base des données de l'ENHAO, 2010.

⁵ INEC. ENHAO 2010 et 2011.

⁶ Plan d'action 2012-2014 *Red Nacional de Cuido y Desarrollo Infantil*, Cabinet du Ministère du bien-être social et de la famille (2011).

lieu de résidence de grands groupes de population d'origine africaine et autochtone et province ayant le plus faible indice de développement humain du pays⁷.

11. Les taux de scolarisation en 2010 indiquent que les principaux défis à relever concernent l'enseignement préscolaire (4 et 5 ans), dont le taux de couverture est de 56,9 %, ainsi que la phase finale de l'enseignement secondaire, où l'enseignement diversifié a une couverture de 46,3 % (16 et 17 ans)⁸.

12. Les données du Ministère de l'éducation publique font apparaître des tendances au retard scolaire à partir du début du primaire et un phénomène d'abandon scolaire à partir de 13 ans. Environ deux sur quatre élèves de 8 ans souffrent d'un retard, principalement pour ne pas avoir été inscrits en première année à l'âge approprié. En outre, si 96 % des enfants de moins de 12 ans sont scolarisés, ce pourcentage tombe à 78 % pour les enfants de 14 ans et à seulement 58 % pour ceux de 16 ans⁹.

13. Dans l'enseignement secondaire, sur tous les adolescents qui ont été admis en 2009, seulement 43,8 % ont obtenu leur diplôme dans les temps¹⁰. À cela, il faut ajouter près de 45 000 adolescents de 12 à 17 ans qui ni n'étudient ni ne travaillent, 50 % d'entre eux résidant dans des zones rurales avec des faibles niveaux d'éducation et des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale¹¹.

14. La population des zones rurales et des zones urbaines marginales, ainsi que les enfants et les adolescents autochtones, d'origine africaine et émigrés sont ceux qui risquent le plus d'être exclus du système éducatif. La population autochtone souffre d'un taux d'analphabétisme six fois plus élevé que la moyenne nationale, atteignant 30 % contre 4,5 % pour le reste de la population¹². Par ailleurs, le taux de scolarisation des enfants d'immigrés d'origine nicaraguayenne est celui qui s'écarte le plus du taux enregistré pour les enfants costariens, la plus grande différence étant constatée chez les 13-17 ans, avec des pourcentages de, respectivement, 46,2 % et de 69,2 %¹³.

15. D'après les données du recensement national de 2000, les personnes handicapées représentent 5,4 % de la population (près de 204 000 personnes). L'enjeu pour le pays est de lancer une politique qui permette d'assurer leur pleine intégration dans la vie sociale, le système éducatif et les activités de loisirs.

16. Les enfants et les adolescents, garçons et filles, sont toujours victimes de différentes formes de violence, comme l'exploitation sexuelle commerciale, la traite, la maltraitance physique et l'abandon. D'après les statistiques judiciaires de 2009, environ 4 000 nouvelles plaintes ont été déposées au cours de l'année, dénonçant des infractions sexuelles commises contre des enfants. Ce sont les femmes, de toutes les tranches d'âge, qui souffrent le plus de la violence intrafamiliale. Selon les chiffres du Ministère de la santé, 2 345 filles et adolescentes ont été victimes en 2008 de cette forme de violence.

⁷ Statistiques démographiques, INEC.

⁸ Dix-septième rapport du Projet sur l'état de la nation, 2010.

⁹ Données de l'Institut de statistiques de l'UNESCO, traitées par l'association civile, *Educación para todos*.

¹⁰ Deuxième rapport de pays – Objectif du Millénaire pour le développement, 2010.

¹¹ Dix-septième rapport du Projet sur l'état de la nation, 2010.

¹² Recensement de 2000.

¹³ Recensement de 2000.

17. La violence contre les femmes, les enfants et les adolescents est en augmentation, en particulier les meurtres de type sexuel et la violence domestique. Le taux d'homicide s'est élevé à 11,2 pour 100 000 habitants en 2010 et a atteint 18 pour 100 000 dans la province la plus violente, celle de Limón¹⁴.

18. En 2010, l'Hôpital national des enfants s'est occupé de plus de 2 555 cas de sévices et de maltraitance, soit environ sept par jour. Selon une étude effectuée par l'UNICEF et ses partenaires, 64,5 % des parents et des personnes en charge d'enfants considèrent qu'une punition physique est parfois ou toujours la meilleure forme d'éducation, et les modes d'éducation n'impliquant pas un châtiment corporel sont peu connus.

19. Le Comité des droits de l'enfant a indiqué dans ses observations finales sur le rapport de pays (2011) que les programmes de protection des droits, en particulier ceux qui se rapportent à la maltraitance, à l'exploitation sexuelle et au travail des enfants, ne sont souvent pas appliqués au niveau local et ne bénéficient pas aux communautés les plus défavorisées.

20. Le Comité a également insisté sur la nécessité de développer et de renforcer un large système de données statistiques ventilées sur tous les domaines couverts par la Convention relative aux droits de l'enfant et de mettre en place un Observatoire, en prêtant une attention particulière aux enfants défavorisés.

Principaux résultats obtenus et enseignements tirés du programme de coopération antérieur, 2008-2012

Principaux résultats obtenus

21. Les activités d'assistance technique et de plaidoyer de l'UNICEF et de ses partenaires ont beaucoup contribué à faciliter les processus d'élaboration et d'adoption des politiques publiques et le renforcement de la législation nationale.

22. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'actuel programme de pays, l'UNICEF et ses partenaires gouvernementaux et intergouvernementaux ont appuyé : a) l'élaboration et l'approbation de la première Politique nationale pour les enfants et les adolescents pour 2009-2021, b) la définition de la structure opérationnelle des systèmes locaux de protection et la publication d'un décret exécutif régulant la participation des institutions, c) l'élaboration de la politique d'accès à la justice des enfants et des adolescents, d) la mise au point de modèles de soins et d'assistance dans l'optique de la préparation du décret exécutif constituant la Red Nacional de Cuido y Desarrollo Infantil (REDCUDI), qui fait des services de prise en charge de la petite enfance l'une des priorités du Plan national de développement pour 2010-2014 et e) l'inclusion d'activités de protection des enfants et des adolescents dans le Plan national de renforcement des collectivités locales. Ils ont également apporté leur soutien au Ministère de la justice et de la paix aux fins de la conception du Plan national de prévention de la violence et de promotion de la paix sociale 2011-2014 et de la mise au point d'une stratégie pour prévenir la violence en encourageant l'art, la culture, les sports et les loisirs dans les communautés vulnérables.

23. L'UNICEF a constitué un partenariat public-privé sur les pratiques éducatives, dans le contexte de l'adoption, en 2008, de la loi sur le droit des enfants et des

¹⁴ Bureau de la planification et des opérations.

adolescents à une discipline sans châtiement corporel ni traitement humiliant. Une étude sur les connaissances, les attitudes et les pratiques, qui sert de fondement à la mise en œuvre de la loi, a été adoptée comme instrument de suivi par le Conseil national de l'enfance et l'adolescence. Cette étude, la première de ce type réalisée en Amérique latine, a été complétée par des mesures destinées à générer des connaissances et à faciliter les communications aux fins de la campagne « Eduquemos en Positivo », qui a pour objet de promouvoir des changements positifs dans les modes d'éducation des parents et des autres personnes ayant en charge des enfants.

24. Appuyant le Ministère de l'éducation publique, l'UNICEF a collaboré à la mise au point du programme *Convivir* (Vivre ensemble), qui introduit, à l'intention des centres pédagogiques, des réformes institutionnelles et des outils conçus pour lutter contre la violence en mettant l'accent sur la nécessité de la cohabitation; les compétences des enseignants et les capacités institutionnelles ont été consolidées pour favoriser l'éducation interculturelle; et la réforme des programmes d'éducation musicale, d'éducation civique et de sciences sociales a été encouragée. Ces initiatives visant à lutter contre le décrochage et à améliorer la pertinence de l'éducation ont permis une diminution progressive de l'abandon scolaire dans le secondaire.

25. Avec le soutien de l'UNICEF et dans le contexte de la création et du renforcement des systèmes locaux de protection, l'Institut national pour le bien-être de l'enfance [Patronato Nacional de la Infancia (PANI)] a encouragé la mobilisation des institutions, des adolescents et des organisations communautaires. Des réseaux locaux ont été établis dans 14 cantons où beaucoup d'enfants se trouvaient en situation de vulnérabilité, la priorité étant accordée à faire de la prévention de la violence un axe central de l'action engagée. L'UNICEF a encouragé la participation des municipalités aux systèmes locaux de prévention, afin d'établir un partenariat avec le Ministère de la décentralisation et du développement local et l'[Instituto de Fomento y Asesoría Municipal (IFAM)] aux fins de la prise en compte des besoins des enfants dans leurs plans et politiques.

26. En association avec le Ministère de la santé, a été menée l'Enquête par grappes à indicateurs multiples (MICS), qui a permis l'analyse de données statistiques ventilées sur les enfants et les adolescents, notamment sur les inégalités dont souffrent les enfants autochtones, d'origine africaine et immigrés, et constitue un outil de suivi permettant aussi d'influer sur les politiques publiques.

Enseignements tirés

27. L'examen à mi-parcours du programme de coopération (2010) a montré que l'action de l'UNICEF et de ses partenaires a favorisé la coordination d'initiatives novatrices et l'émergence d'un consensus national au niveau interinstitutionnel entre le gouvernement et la société civile; a permis d'intégrer certaines optiques dans le programme public d'action; et a contribué à la définition et à l'élaboration de politiques nationales et locales. La capacité du programme de coordonner des stratégies et des réseaux de travail, conduisant à la définition d'outils pour protéger et promouvoir les droits des enfants et des adolescents, a été reconnue.

28. Grâce à la réalisation de travaux conjoints et complémentaires à l'échelle nationale, municipale et communautaire, les politiques et les programmes ont pu trouver plus rapidement une application concrète. La génération de connaissances

stratégiques, à travers des études et des évaluations, et les efforts de communication et de promotion de l'approche du respect des droits, couplés à des stratégies d'action directe dans les communautés, constituent désormais des moyens d'intervention efficaces pour prôner et influencer la définition de politiques publiques et la mobilisation des principaux acteurs aux niveaux national et local. En outre, le suivi de la mise en œuvre efficace de la législation et des politiques, en conformité avec les instruments internationaux, demeure une priorité.

29. Les autres domaines de travail indispensables pour appuyer les efforts du pays demeurent le contrôle du respect des droits des enfants et des adolescents, le développement et le renforcement des mécanismes de surveillance et de responsabilisation ainsi que l'établissement des systèmes d'informations statistiques nécessaires pour mettre en évidence et analyser les disparités dans la situation des enfants les plus défavorisés.

Programme de pays, 2013-2017

Tableau budgétaire récapitulatif

(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Composante du programme</i>	<i>(En milliers de dollars É.-U.)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Développement et protection intégrée des enfants et des adolescents	2 250	3 600	5 850
Suivi et analyse du respect des droits des enfants	1 125	1 800	2 925
Coûts transversaux	375	600	975
Total	3,750	6,000	9,750

Processus de préparation

30. Le programme de coopération a été élaboré sur la base d'un dialogue continu avec les partenaires, ainsi que de réunions avec les autorités gouvernementales, les organisations de la société civile, le secteur privé et les institutions universitaires et de consultations avec les autres organismes des Nations Unies.

31. Ont été pris en compte les résultats de l'examen à mi-parcours (2010) et du programme d'évaluation des performances (2010), les observations finales du Comité des droits de l'enfant sur le quatrième rapport de pays (2011) et celles du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2011), les priorités stratégiques du gouvernement telles que définies dans le Programme national de développement 2010-2014 et la Politique nationale pour les enfants et les adolescents 2009-2021, et le deuxième rapport sur les progrès dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement.

32. Le descriptif de programme de pays a été élaboré parallèlement au plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, de façon à susciter des synergies entre les modalités de travail et les priorités programmatiques.

Objectifs, principaux résultats attendus et stratégies

33. Le programme aidera le pays à donner suite aux observations du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. Ses différents volets s'inscrivent dans le cadre de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, des priorités nationales, des objectifs ibéro-américains en matière d'éducation et des objectifs à moyen terme de l'UNICEF.

34. L'objectif du programme de coopération est d'aider le Costa Rica à réduire durablement les disparités dans les conditions d'existence des enfants et des adolescents de différentes origines géographiques, sociales et ethniques, à faire en sorte que les mêmes possibilités leur soient offertes et à lutter contre les inégalités fondées sur le sexe ou imputables à l'exposition des enfants et des adolescents à la violence. Les stratégies de renforcement des capacités nationales et locales de gestion, de suivi et d'évaluation, fondées sur le respect des droits, ainsi que les stratégies de génération de connaissances stratégiques, d'échange de données d'expérience et de coopération Sud-Sud seront appliquées et se verront accorder un rang élevé de priorité.

35. Le programme s'articule autour de quatre domaines stratégiques visant à assurer le respect des droits des enfants et des adolescents : a) le développement intégré de la petite enfance; b) le renforcement de la qualité de l'éducation; c) la prévention de la violence dans la famille, à l'école et dans la communauté; et d) le suivi, la surveillance et l'analyse de la mise en œuvre effective des politiques publiques et des programmes, en s'attachant à l'action au niveau local.

36. Le programme a pour objet de faire davantage prendre conscience de la situation des enfants et des adolescents socialement très défavorisés et de faire en sorte qu'une action publique soit engagée pour leur venir en aide, et il s'attachera essentiellement à renforcer les capacités dont ont besoin les entités publiques pour gérer les politiques sociales; à favoriser la coordination entre les secteurs et les institutions; et à aider le pays à organiser l'offre de services, notamment dans les communautés vulnérables du fait de leur faible indice de développement humain.

37. L'effort de communication en faveur du développement visera à favoriser la mise en œuvre de programmes et la conception de stratégies propres à contribuer à la prise en compte des questions intéressant l'enfance dans les programmes d'action nationaux et locaux afin de générer une plus grande prise de conscience de la nécessité de respecter les droits, de donner aux enfants et aux adolescents des possibilités de participer et de promouvoir des changements positifs dans les attitudes et les comportements. Pour atteindre ces objectifs, quatre grands axes de travail seront privilégiés : la sensibilisation, l'information, la communication et les partenariats. La coopération horizontale (ou « Sud-Sud ») sera encouragée en tant que stratégie pour l'échange des bonnes pratiques, des innovations et des enseignements.

Les composantes du programme

38. Le programme de coopération 2013-2017 se compose de deux volets : a) le développement et la protection intégrés des enfants et des adolescents; et b) la surveillance et l'analyse du respect des droits des enfants.

Développement et protection intégrés des enfants et des adolescents

39. Le premier volet vise à contribuer à ce que, d'ici à la fin de 2017, au Costa Rica : a) les jeunes garçons et filles aient plus largement accès à une éducation adaptée et de qualité et à des possibilités de développement intégré dès leur plus jeune âge, de façon à réduire les disparités et les inégalités sociales; et b) les enfants et les adolescents bénéficient plus amplement des programmes de protection intégrée, qui permettent de renforcer et de mettre en œuvre des mesures novatrices pour prévenir et traiter, en mettant l'accent sur le respect des droits, les diverses manifestations de la violence à l'école, dans la famille et dans la communauté.

40. Le Costa Rica a fait de grands progrès dans la formulation de politiques publiques conformes aux cadres internationaux. Ce volet du programme sera axé sur le renforcement des capacités nationales et locales de mise en œuvre des politiques publiques et des programmes de prise en charge de la petite enfance et d'éducation, afin de surmonter trois problèmes majeurs : a) l'accessibilité et la qualité limitées des services de prise en charge et de développement intégré de la petite enfance; b) le taux élevé d'abandon et de retard scolaires et les problèmes de pertinence et de qualité du système éducatif; et c) des niveaux élevés de violence contre les jeunes garçons et filles, les adolescents et les femmes, associés à un manque de coordination entre les institutions au niveau local pour répondre à des situations de violation des droits.

41. S'agissant du développement intégré de la petite enfance, les processus nationaux pour l'adoption de politiques inclusives et de modèles novateurs seront appuyés afin d'améliorer la couverture et la qualité des services de développement intégré, de protection et d'éducation initiale au moyen : a) de l'établissement de partenariats pour faire de la petite enfance un aspect central du développement du pays; b) du renforcement des capacités des institutions publiques et des organisations de la société civile, et de leur coordination, pour leur permettre de mettre au point des modèles novateurs et efficaces de prise en charge intégrée de la petite enfance, qui soient durables et fondés sur une perspective sexospécifique; c) du suivi et de la promotion de possibilités de dialogue sur les politiques à suivre afin de parvenir à un consensus pour réduire le déficit de couverture de l'éducation préscolaire; et d) de la promotion de pratiques et d'attitudes positives chez ceux ayant la charge d'élever des enfants.

42. En matière d'éducation, les activités engagées au niveau national pour formuler et mettre en œuvre des stratégies visant à améliorer la qualité de l'éducation et à réduire les taux d'abandon et de retard scolaires seront appuyées. Le programme apportera son soutien : a) à des réformes des programmes destinées à prendre en compte le multiculturalisme et l'égalité des sexes, et à faciliter l'intégration et la rétention dans le milieu scolaire de tous les enfants et de tous les adolescents de différentes régions géographiques et de différentes origines socioculturelles; b) au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre de plans visant à favoriser la vie en commun dans les centres éducatifs; et c) à la systématisation et à la diffusion de modèles novateurs propres à améliorer l'éducation interculturelle dans les écoles.

43. Pour ce qui est de la protection intégrée, le programme renforcera les capacités des institutions et de la société civile ainsi que la coordination entre les institutions représentatives de celle-ci, afin de prévenir et de répondre aux diverses manifestations de violence dont sont victimes les enfants et les adolescents à

l'école, dans la famille et dans la communauté. On s'attachera en particulier à : a) renforcer les systèmes et les mécanismes de protection nationaux et locaux facilitant la mise en évidence des manifestations de violence et la prise des mesures correctrices nécessaires, en accord avec les règles internationales en la matière; b) soutenir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie concertée de prévention de la violence propre à susciter des changements dans les comportements et les pratiques à l'école, dans la famille et dans la communauté; c) promouvoir des politiques et des programmes de protection intégrée des enfants et des adolescents dans les municipalités prioritaires; d) prôner l'élaboration et l'évaluation d'expériences novatrices pour promouvoir le développement intégré des enfants et des adolescents par le biais du sport, de la culture et des loisirs, dans le plein respect de leurs droits.

Suivi et analyse du respect des droits des enfants

44. Le Costa Rica a fait des progrès significatifs en matière de survie, de développement et de protection de l'enfance et l'adolescence; mais les conditions d'existence et les possibilités offertes varient selon le sexe, l'origine géographique et ethnique (autochtones et Afro-Costariciens) et le statut social.

45. Ce volet du programme permettra de renforcer les mécanismes de contrôle du respect des droits des enfants, en particulier de ceux qui sont les plus défavorisés et en situation d'exclusion sociale, sur la base des recommandations du Comité des droits de l'enfant et du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes. On espère que, d'ici à 2017, les enfants et les adolescents bénéficieront d'un ensemble de politiques et de programmes fondés sur des preuves et conformes aux principes et aux normes de la Convention relative aux droits de l'enfant, grâce à l'amélioration des capacités nationales et locales de génération d'informations de qualité et à un suivi systématique.

46. Une assistance technique sera fournie dans les secteurs sur lesquels porte le programmes afin d'améliorer la qualité et la pertinence des indicateurs et l'analyse des données, tant au niveau national qu'au niveau local, en privilégiant la génération de données ventilées et l'analyse des disparités, notamment des inégalités entre femmes et hommes, de façon à favoriser l'adoption de politiques, programmes et stratégies assurant efficacement l'inclusion des enfants et des adolescents les plus défavorisés.

47. Les résultats recherchés seront essentiellement les suivants : a) mise en place d'un mécanisme de surveillance de l'exercice effectif des droits des enfants et des adolescents; b) génération de statistiques et d'informations qualitatives actualisées et ventilées sur la situation des enfants et des adolescents; et c) renforcement de l'aptitude des organisations de la société civile et de l'État à produire et à analyser les données ventilées.

48. Le programme de coopération pourra tirer parti des données de base collectées dans le cadre du recensement national et des MICS, qui sont essentielles pour assurer la surveillance et l'évaluation.

49. Il soutiendra la mise en place d'un système d'information sur les droits des enfants qui facilitera l'analyse de l'efficacité des politiques publiques universelles ainsi que des programmes de protection sociale et d'investissement social dans les

enfants aux niveaux national et local. En outre, des efforts seront faits pour consolider les systèmes de surveillance des droits des enfants et des adolescents.

50. Dans ce volet, les stratégies suivantes seront appliquées : a) engager une action de sensibilisation et apporter un appui pour surveiller la mise en œuvre effective de la Convention relative aux droits de l'enfant et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes; b) générer et partager des connaissances et assurer le suivi des disparités; c) développer les évaluations et les analyses des expériences novatrices et des stratégies à fort impact pouvant être reproduites, s'appuyant sur des faits avérés et à même de contribuer à la mise en œuvre des politiques sociales; et d) mettre en place un dispositif de surveillance et d'analyse des budgets et des dépenses sociales aux niveaux national et local.

Coûts transversaux

51. Sont couvertes ici les dépenses de fonctionnement des programmes et les coûts des questions transversales et des activités de communication.

Liens avec les priorités nationales et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement

52. La participation active de l'UNICEF au processus d'élaboration du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement a permis d'intégrer les principaux enjeux liés à la protection des droits des enfants et des adolescents dans les activités de coordination des efforts interinstitutions. Dans l'élaboration du programme, il a été tenu compte de sa contribution stratégique au plan-cadre de 2013-2017 dans les domaines suivants : a) promotion de l'égalité, de l'équité et de l'accès à des possibilités de développement humain; b) renforcement de la gouvernance démocratique; et c) promotion de la sécurité des citoyens, coexistence et accès à la justice.

Liens avec les priorités internationales

53. Le programme de coopération pour 2013-2017 est corrélé avec les priorités du plan stratégique à moyen terme de l'UNICEF pour 2006-2013 : le premier volet concerne les domaines d'intervention 1, 2, 4 et 5 et le deuxième volet le domaine d'intervention 5. Ces domaines sont liés aux objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier ceux concernant la réduction de la pauvreté, la garantie de l'éducation primaire universelle et la prévention de la mortalité maternelle et infantile.

54. Pour concevoir le programme de coopération ont été pris en compte les observations finales sur le quatrième rapport de pays (2011) et les observations générales du Comité des droits de l'enfant, ainsi que les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2011), la Convention 169 de l'OIT et les Objectifs pour l'éducation à l'horizon 2021 auxquels le Costa Rica a souscrits lors du vingtième Sommet ibéro-américain.

Les principaux partenaires

55. L'UNICEF maintiendra et renforcera ses partenariats avec les différentes contreparties gouvernementales : les ministères et les institutions nationales, le pouvoir judiciaire et l'Assemblée législative ainsi que, au niveau local, les

administrations municipales, les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales; les centres de connaissances et les universités; les médias; le secteur privé et les organismes des Nations Unies.

56. Les principaux partenaires du programme seront les ministères : Ministère de la santé, Ministère de l'enseignement public, Ministère de la Justice, Ministère du gouvernement et de la police, Ministère du bien-être social et de la famille, Ministère de la décentralisation et du développement local, Ministère de la culture, de la jeunesse, des sports et des loisirs; le PANI, la Direction générale des migrations et des étrangers, la Direction nationale du développement communautaire, l'Institut national des femmes, l'Institut costaricien des sports et des loisirs, l'IFAM; le pouvoir judiciaire et l'Assemblée législative; les administrations municipales; et la Defensoría de los habitantes.

57. L'UNICEF maintiendra ses relations officielles avec le Gouvernement de la République du Costa Rica par l'intermédiaire du Ministère des relations extérieures et du culte et du Ministère de la planification nationale et de la politique économique.

Surveillance, évaluation et gestion du programme

58. La surveillance, le suivi et l'évaluation de la situation des enfants et des adolescents sont indissociables des stratégies du programme visant l'élaboration des outils et des données nécessaires pour suivre et évaluer les politiques, les plans et les programmes ainsi que les investissements nationaux et locaux en faveur des enfants et des adolescents.

59. Les principaux partenaires pour le suivi et l'évaluation seront le Ministère des relations extérieures et du culte et le Ministère de la planification nationale et de la politique économique, qui œuvreront en étroite coordination avec les ministères et les institutions nationales et avec les administrations locales compétentes, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales et les organisations communautaires. Au niveau technique, des sessions périodiques de planification, de suivi et d'évaluation seront organisées avec les agents d'exécution du programme, y compris lors de l'examen à mi-parcours de 2015 et lors des révisions périodiques du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Pendant la durée d'exécution du programme de pays, des visites seront effectuées sur le terrain et des examens conjoints des progrès seront réalisés avec les partenaires dans la mise en œuvre.

60. L'accent sera mis sur la suite donnée aux observations finales formulées par le Comité des droits de l'enfant en 2011 et, dans le cadre du système des Nations Unies, les efforts réalisés au niveau national pour suivre et évaluer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement et des autres engagements mondiaux seront appuyés.